

**(F. n° 7).** — Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 juillet 1951] **(F. n° 5)**; de la Commission de comptabilité [17 juillet 1951] **(F. n° 5)**.

#### Dépôt :

Le 27 juillet 1951, un rapport au nom de la Commission de comptabilité concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1951, **n° 377**.

Son décès est annoncé à l'Assemblée [21 août 1951] (p. 6356).

**AUBRY (M. Paul)**, Député de la Haute-Marne (R. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] **(F. n° 5)**, [29 juin 1954] **(F. n° 403)**, [18 janvier 1955] **(F. n° 482)**; de la Commission de la production industrielle [20 janvier 1953] **(F. n° 216)**, [19 janvier 1954] **(F. n° 341)**.

#### Dépôts :

Le 21 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 24 mars 1943 et à remettre en vigueur le décret du 2 août 1938 relatif à la suppléance électrique des receveurs-distributeurs, **n° 1661**. — Le 1<sup>er</sup> avril 1952, une proposition de loi tendant à exonérer des cotisations pour charges sociales les répartitions de bénéfices au personnel des entreprises industrielles et commerciales, **n° 3151**. — Le 30 octobre 1953, une proposition de loi tendant à l'intégration de tous les chefs de bureau et rédacteurs des préfectures dans le corps des attachés de préfecture, ainsi que tous les commis de préfecture nommés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1949, dans le corps des secrétaires administratifs de préfecture, **n° 7033**. — Le 1<sup>er</sup> mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir dans le corps des commissaires de police, les officiers de police et officiers de police adjoints, titulaires d'une

licence d'enseignement supérieur et admissibles au bénéfice des dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945, **n° 10228**.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : *Son ordre du jour approuvant les déclarations du Gouvernement* [27 août 1954] (p. 4338); — des interpellations sur les Etablissements français de l'Inde : *Son ordre du jour approuvant l'attitude du Gouvernement, touchant les négociations en cours* [27 août 1954] (p. 4355); *le soutient (ibid)*. — Prend part au débat d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Son ordre du jour : « Fait confiance au Gouvernement », et repoussant toute addition...* [8 octobre 1954] (p. 4644); *Son ordre du jour rectifié : ...Fait confiance au Gouvernement « pour poursuivre ces négociations »...* (p. 4646); *Son nouvel ordre du jour rectifié : ...Fait confiance au Gouvernement pour poursuivre ces négociations et « appliquer la politique qu'il a exposée à la tribune »...* (p. 4655); *Ses explications de vote sur la question de confiance; Rejet de tout ordre du jour trop rigide liant le Gouvernement en matière internationale (Retour à la tradition parlementaire de 1900 à 1940); Succès obtenus à Londres (Engagement britannique, garanties entourant le réarmement allemand); Choix nécessaire (ou les Accords... ou le néant)* [12 octobre 1954] (p. 4668, 4669).

**AUDEGUIL (M. Jean Fernand)**, Député de la Gironde (1<sup>re</sup> circonscription) (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] **(F. n° 5)**, [20 janvier 1953] **(F. n° 216)**, [19 janvier 1954] **(F. n° 341)**, [18 janvier 1955] **(F. n° 482)**.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (EDUCATION NATIONALE ; SUBVENTIONS A L'ENSEIGNEMENT LIBRE ; Art. 5 : *Son amendement tendant à maintenir les crédits pour les*

*théâtres et salles de concerts de province* [4 septembre 1951] (p. 6835, 6836); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; EDUCATION NATIONALE, Chap. 5330 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif à l'activité théâtrale et musicale (Théâtres de province)* [19 décembre 1951] (p. 9452, 9453). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents qui se sont produits au cours des séances du conseil municipal de Bordeaux les 5 et 10 janvier 1954 [9 février 1954] (p. 102). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (Pouvoirs spéciaux) : *Situation professionnelle et géographique* [5 août 1954] (p. 3884); — du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe de la RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE pour 1955, Etat A, Chap. 1050 : *Son amendement indicatif (Poste Bordeaux-Lafayette)* [17 mars 1955] (p. 1618); *le retire* (ibid.).

**AUJOLAT (M. Louis-Paul)**, Député du Cameroun (3<sup>e</sup> circonscription, Collège indigène) (I. O. M.).

*Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer*  
(Cabinet PLEVEN)

du 26 septembre 1951 au 20 janvier 1952,

*Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer*  
(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952,

*Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer*  
(Cabinet PINAY)

du 14 mars 1952 au 7 janvier 1953,

*Ministre de la Santé publique  
et de la Population*  
(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 19 juin 1954 au 3 septembre 1954,

*Ministre du Travail et de la Sécurité sociale*  
(Remaniement du Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 3 septembre 1954 au 23 février 1955-

Son élection est validée [28 août 1951] (p. 6535). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [15 juillet

1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [8 mars 1955] (F. n° 504); de la Commission des affaires étrangères [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341); de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [8 mars 1955] (F. n° 504).

### Dépôts :

Le 23 novembre 1954, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier les Accords intérimaires européens concernant la sécurité sociale, n° 9546. — Le 23 novembre 1954, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier les Accords intérimaires européens concernant la sécurité sociale, n° 9546 (annexe). — Le 13 janvier 1955, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention générale relative à la sécurité sociale signée à Paris le 30 septembre 1954 entre la France et la Norvège, n° 9908. — Le 26 janvier 1955, un projet de loi instituant un régime exceptionnel et provisoire d'indemnisation en faveur des salariés victimes des inondations, n° 9999. — Le 28 janvier 1955, un projet de loi tendant à modifier et à compléter l'article 65 du Livre II du Code du travail, n° 10028.

### Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer* (Cabinet Pleven) [26 septembre 1951] (J. O. du 27 septembre 1951, p. 9883).

### En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1110 : *Amendement de M. Bayrou tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les magistrats d'outre-mer (Insuffisance du nombre des magistrats)* [13 novembre 1951] (p. 7922, 7923); — du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer; Art. 2 : *Sa demande de prise en considération du texte gouvernemental* [22 novembre 1951] (p. 8345); Art. 3 : *Amendement de M. Juglas tendant à augmenter la représentation des cercles les plus peuplés* (p. 8346); Art. 4 : *Sa demande de*